

Limites de l'Intervention Armée

Leçons de l'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Afghanistan

Les Grandes Lignes

Les Canadiens en général s'entendent pour dire que les interventions de l'Ouest dans les différentes crises, particulièrement en Afrique du Nord et en Asie de l'Ouest, ont généré plus de mal que de bien. Comme par exemple en Afghanistan, Irak et Lybie et maintenant avec la quasi-intervention contre ISIS en Syrie et en Irak. Le résultat semble être un conflit en longueur et en aggravation, un état en faillite et une agonie chronique pour des millions de civils, ainsi qu'une bonne excuse pour un nombre croissant de groupes violents. Le rôle du Canada dans ses actions a varié et continue de changer, mais il poursuit sa part de l'alliance avec l'Ouest qui jongle perpétuellement avec des politiques et des actions qui apparemment ne conduisent pas à des solutions de paix pour les civilisations affectées. Est-ce que l'Ouest aurait dû laisser ces situations seules, est-ce qu'elle aurait dû intervenir de façon différente ou a-t-elle intervenu de façon inefficace et insuffisante? Y-a-t-il des leçons à apprendre des crises dans lesquelles l'Ouest n'est pas intervenu comme par exemple le Rwanda, Burundi et Darfour? Quels ont été les éléments déclencheurs de la perception d'intervention pour l'Ouest en premier lieu?

Il y a plusieurs façons d'intervenir – militaire, diplomatique & politique, économique, humanitaire- mais l'Ouest, et particulièrement les États-Unis, a compté de façon disproportionnée sur la réponse militaire pour les crises. La majorité s'entend sur le fait qu'une intervention forte est quelquefois requise pour prévenir une agression internationale et la communauté mondiale s'est équipée à travers le Conseil de sécurité des Nations-Unies d'outils pour pouvoir le faire. Mais ce véhicule est rarement utilisé et n'est pas approprié pour les situations « d'agression interne » des États contre leur population. Dans ces cas, le régime mondial pour la prévention et la résolution des conflits majeurs continuent d'échouer et peut-être n'a jamais vraiment été efficace.

Quelle est la meilleure approche dans le futur? Sous quelles circonstances une intervention de force est justifiée? Quelle est sa raison d'être? Comment devrait-on procéder? Quels autres types d'intervention devraient l'accompagner ou la remplacer? Qui décide? Quelles sont les limites de la souveraineté nationale? Est-ce que les actions régionales sont préférables et comment peuvent-elles être efficaces? Quand et comment la doctrine de la 'Responsabilité de Protection' (R2P) est applicable, si jamais?

Ce thème et ces questions seront explorés durant la conférence des Politiques du Groupe des 78, les 23 et 24 septembre à Ottawa. Le but de cette conférence est de présenter un forum pour une analyse réfléchie sur la raison d'être des interventions armées dans la géopolitique mondiale et considérer les politiques et les options d'action particulièrement pour le Gouvernement Canadien.

